

## Égypte - États-Unis - Israël

Même s'il est probable que l'Égypte ne modifie pas ses alliances avec les USA et Israël, le soulèvement a démantelé un ordre régional considéré comme inébranlable.

Mara Revkin

Les spécialistes du Moyen-Orient considèrent depuis longtemps que le « déficit démocratique » de la région est un problème inabordable dans un panorama politique principalement autoritaire. En septembre 2010 sans aller plus loin, le spécialiste en sciences politiques, Larry Diamond, soulignait que les perspectives de réforme politique resteraient incertaines tant que les régimes autocratiques maintiendraient leur capacité de supprimer toute dissension par l'activation de systèmes de sécurité coercitifs et l'achat du soutien des citoyens à base de subventions. Pendant des décennies, ces tactiques avaient réussi à faire taire les revendications au Moyen-Orient. Néanmoins, début 2011, la croissante frustration économique et la marginalisation politique avaient fini par miner les fondations du système de gouvernement autoritaire, et au mois de janvier, les soulèvements populaires en Tunisie et en Égypte démontraient par leur force explosive la vulnérabilité des régimes non-démocratiques. Dans un premier temps, les sceptiques considéraient que le soulèvement de la Tunisie n'était qu'une anomalie, qu'il serait impossible de répéter. Or, quand le mécontentement se propagea en Égypte et précipita la chute de Moubarak, personne ne nia qu'un changement de paradigme régional était en train de transformer irréversiblement le Moyen-Orient. Compte tenu du rôle historique de l'Égypte en tant que leader régional et de l'importance stratégique de ses alliances avec les USA et Israël, les ramifications du soulèvement s'étendront bien au-delà des frontières égyptiennes. Bien qu'il soit impossible de prévoir les conséquences d'une transition politique qui est encore en train de se produire, on analysera les répercussions éventuelles sur la stabilité régionale, la relation entre les USA et l'Égypte et le processus de paix palestino-israélien.

### Conséquences pour la stabilité régionale

Le soulèvement populaire en Égypte a démontré que les tendances démographiques et économiques, communes à de nombreux pays non-démocratiques de la région, rendent l'autoritarisme insoutenable en tant que modèle politique. Même s'il est

possible qu'un nouveau gouvernement plus représentatif en Égypte conduise à une réorientation des alliances et des inimitiés (et prépare probablement le terrain pour un rapprochement avec des pays comme la Turquie qui s'était éloignée du gouvernement de Moubarak), les principales conséquences régionales du changement politique de l'Égypte ont été observées dans les débats politiques nationaux des pays voisins.

« L'augmentation démographique juvénile » qui a alimentée le malaise en Égypte est plus ou moins la même que celle d'autres pays arabes, dont les gigantesques jeunes populations se sont révélées être un puissant catalyseur de l'agitation politique. Les pays qui montrent cette caractéristique démographique sont particulièrement vulnérables à l'instabilité. Entre 1970 et 2007, 80 % de tous les conflits se sont produits là où 60 % ou plus de la population était âgée de moins de 30 ans. Dans tout le Moyen-Orient, où environ 60 % de la population appartient à cette tranche d'âge, la création d'emploi n'a pas été capable de suivre le rythme de la population croissante de jeunes à la recherche d'opportunités économiques. Mais à la différence des révoltes du pain conventionnelles, le soulèvement du 25 janvier n'a pas seulement été motivé par les problèmes économiques. Au cours des dernières années, les jeunes d'Égypte et de toute la région se sont sentis de plus en plus frustrés par le manque d'opportunités et de participation politique significative, ainsi que par les campagnes constantes contre l'activisme populaire. Le soulèvement égyptien – retranscrit dans les moindres détails par le média indépendant *Al Yazira*, les utilisateurs de Facebook et les blogueurs amateurs – a conquis toute une génération d'arabes économiquement marginalisés et politiquement privés du droit de vote, qui sont de plus en plus décidés à s'y rallier. Alors que les jeunes égyptiens occupaient la Place Tahrir, leurs homologues en Syrie, Tunisie, Yémen, Jordanie, Algérie et autres pays arabes organisaient des manifestations parallèles.

Les mêmes facteurs qui ont poussé les Égyptiens à descendre dans la rue existent dans de nombreux autres pays du Moyen-Orient, et les dirigeants régionaux tentent désespérément d'éviter que leurs citoyens n'imitent les

soulèvements populaires qui ont brisé le statu quo en Égypte et en Tunisie. Au fur et à mesure que les sociétés arabes cherchent leur inspiration en Égypte, les gouvernements autoritaires tenteront de soulager le malaise en mettant en pratique l'une de ces deux stratégies : réforme ou répression.

En janvier et en février 2011, les dirigeants arabes ont employé dans la majorité des cas la première tactique. Lorsque les protestations se sont intensifiées en Égypte, le roi Abdallah de Jordanie destitua précipitamment son cabinet et se réunit avec les partis interdits de l'opposition islamiste pour la première fois depuis près de 10 ans. Pendant ce temps, le gouvernement du premier ministre palestinien, Salam Fayyad, consentait à envisager les élections locales qu'il différerait depuis longtemps, et le président du Yémen, Ali Abdallah Saleh, en place depuis 33 ans, annonçait qu'il ne se représenterait pas aux élections de 2013. Une vague de concessions qui met en évidence la plus grande vulnérabilité des systèmes autoritaires de tout le monde arabe. Les dirigeants de la région, tenant à préserver leurs régimes assiégés, offrent des concessions depuis longtemps nécessaires, dans une tentative d'apaiser les défenseurs du changement politique.

À l'opposé, un nombre plus réduit de régimes a recouru à la stratégie alternative de la répression pour mater le mécontentement populaire. Un jour après que les Égyptiens aient fêté la déchéance de Moubarak, le gouvernement algérien déployait 30 000 policiers anti-motocyclistes pour réprimer une manifestation pro-démocratique à Alger. Bien que le président iranien Mahmoud Ahmadinejad ait applaudi les Égyptiens pour avoir renversé son ancien rival régional, le gouvernement de Téhéran a appliqué des mesures énergiques, lorsque ses citoyens ont commencé à se faire l'écho des revendications entendues sur la Place Tahrir. S'anticipant sur les concentrations prévues le 14 février, l'Iran mobilisait alors son formidable dispositif de sécurité nationale pour arrêter une douzaine d'activistes et de journalistes, et bloquer l'accès à des centaines de pages d'information sur Internet. En Libye, le régime de Mouammar Khadafi a brutalement réprimé les protestations.

Exposés à des menaces existentielles de survie, certains régimes restent décidés à neutraliser l'opposition par la force brutale, tandis que d'autres tentent d'anticiper les mouvements réformistes en apaisant la dissension par des concessions politiques et économiques. Dans les deux cas, le soulèvement en Égypte a conditionné le comportement des régimes autoritaires, au point de transformer le paysage politique dans la région pour les prochaines décennies.

## USA - Égypte

**P**endant des décennies, les USA ont compté sur le régime proaméricain du président Moubarak pour protéger leurs intérêts stratégiques au Moyen-Orient. Avec la restructuration du gouvernement égyptien,

c'est compréhensible que les responsables politiques américains s'inquiètent des conséquences de la transition sur cette importante alliance bilatérale. Les USA et l'Égypte ont bénéficié, du point de vue matériel et de la sécurité, de leur coopération mutuellement avantageuse dans le cadre du commerce et des activités antiterroristes. En tant que réceptrice de plus de 35 milliards de dollars en aide militaire américaine depuis 1975, l'Égypte a tout intérêt à rester en bons termes avec son bienfaiteur. Il est fort peu probable que l'armée égyptienne, chargée de superviser le gouvernement intérim, morde la main qui lui fournit des armes. Il est possible que les élections de l'automne 2011 remodelent les hautes sphères du pouvoir, mais l'intérêt inébranlable de l'Égypte pour conserver les flux d'aide des USA garantira la poursuite de la coopération bilatérale dans un avenir immédiat.

Même s'il est certain qu'un gouvernement plus démocratique et représentatif devra être plus réceptif à l'opinion publique (y compris à l'antiaméricanisme), ces pressions pèsent moins que les inquiétudes économiques et sécuritaires, qui imposent la poursuite de la coopération avec les USA. Michèle Dunne, du Carnegie Endowment for International Peace, cite l'exemple de la Turquie, un pays musulman démocratique avec lequel les USA coopèrent étroitement dans la lutte antiterroriste, et soutient qu'il n'y a aucune raison pour que la disparition du régime autoritaire égyptien ne modifie son alliance avec les USA. « L'idée selon laquelle nous ne pouvons pas faire d'affaires avec des pays réceptifs aux opinions de leurs citoyens est fautive », affirme Dunne.

Un autre facteur favorable au maintien de la coopération bilatérale est le besoin d'aide étrangère en Égypte après les protestations qui ont porté préjudice à pratiquement tous les secteurs économiques. En février 2011, les analystes financiers calculaient que les révoltes étaient en train de coûter à l'Égypte 310 millions de dollars par jour. Lorsque les investisseurs, en proie à la panique, ont déclenché une vente frénétique d'actifs le 27 janvier, la bourse s'est effondrée de plus de 10 %, ce qui a conduit les autorités égyptiennes à suspendre les opérations pendant plus de deux semaines, dans une tentative désespérée de stabiliser l'indice boursier. Même si les banques et les commerces ont peu à peu rouvert leurs portes à la mi-février, l'interruption temporaire de l'activité aura, sans aucun doute, des répercussions économiques à long terme : réduction des taux de croissance, montée de l'inflation et perte d'emplois. Devant la crainte que la stagnation économique ne puisse augmenter le coût du processus de réforme politique, les responsables politiques des USA ont répondu avec rapidité. Le 17 février, la secrétaire d'État, Hillary Clinton, annonçait que les USA étaient en train de préparer un paquet d'aides de 150 millions de dollars.

Même si la structure fondamentale de l'alliance entre les USA et l'Égypte reste intacte pendant l'ère post-Moubarak, la relation connaîtra un certain nombre de révisions, tout au moins dans un domaine : la position de l'administration Obama vis-à-vis de la démocratisation. Pendant

les deux premières années de sa présidence, l'agenda de politique extérieure du président Obama n'a pas particulièrement insisté sur les droits de l'homme ni sur les réformes politiques au Moyen-Orient. Obama, qui succédait à un président dont les initiatives de démocratisation ont été largement critiquées, s'est montré dans un premier temps réticent à aborder ces questions avec ses vieux alliés autoritaires comme l'Égypte et l'Arabie saoudite. Les détracteurs de l'Agenda pour la liberté de l'administration Bush lui reprochaient ce qu'ils considéraient comme des tentatives paternalistes d'imposer les normes démocratiques libérales au Moyen-Orient. Lorsque la vague épidémique de protestations du début 2011 obligea l'administration Obama à choisir entre soutenir le statu quo régional ou se placer du côté des revendications populaires pour un changement de politique, les autorités se penchèrent tout d'abord vers la première alternative. Après l'apparition des premiers manifestants sur la Place Tahrir, Hillary Clinton, insistait en déclarant : « le gouvernement égyptien est stable ». Cette preuve de soutien au gouvernement se révéla être une gigantesque erreur tactique lorsque le régime de Moubarak commença à trembler quelques jours plus tard, obligeant l'administration américaine à faire rapidement marche arrière. Lorsque les fonctionnaires de l'administration américaine acceptèrent l'idée d'une transition politique ordonnée qui « devait commencer immédiatement », de nombreux manifestants s'étaient déjà sentis abandonnés par la réticence initiale à admettre la légitimité de leurs exigences. Un sondage d'opinion réalisé au point culminant des protestations montrait qu'à ce moment, au moins la moitié des Égyptiens désapprouvaient la gestion de la crise par Washington.

Après tant et tant d'années de soutien du régime sclérotique et illégitime du président Moubarak, les autorités américaines ont finalement reconnu le besoin de réorienter la politique des USA vis-à-vis de l'Égypte pour reconnaître les exigences et les aspirations de son peuple. Les affirmations selon lesquelles les conditions sociales au Moyen-Orient sont incompatibles avec les principes démocratiques ont été démenties par ce soulèvement massif d'origine nationale, exclusivement conçu et coordonné par les Égyptiens. Les responsables politiques américains n'ont plus aucune excuse pour justifier rationnellement le soutien constant à des régimes autoritaires illégitimes, enclins à s'autodétruire sous le poids de l'opposition populaire. Les jours qui suivirent la démission de Moubarak, Obama semblait parvenir à la conclusion que la stabilité régionale à long terme ne peut pas être atteinte sans réforme politique importante, et exprima sa soi-disant « conviction que la démocratie apportera au moins davantage de stabilité dans la région » dans le cadre de conversations téléphoniques avec les dirigeants du Royaume-



**Le président Obama et la secrétaire d'État, Hillary Clinton. Washington, février 2011.** / JIM WATSON / AFP / GETTY IMAGES

Uni, de la Turquie et de la Jordanie. À la vue du nouvel engagement de l'administration Obama vis-à-vis de la réforme, il est probable que la future collaboration américaine avec le gouvernement égyptien se caractérise par un clair soutien des changements institutionnels, conduisant à un processus politique plus démocratique et inclusif.

### Conséquences pour le processus de paix arabo-israélien

**P**endant des décennies, l'aide militaire et au développement des USA pour l'Égypte était tacitement conditionnée par le soutien constant de Moubarak aux accords de Camp David et par sa disposition à jouer un rôle de médiateur dans les négociations entre israéliens et palestiniens. La disparition de Moubarak de la scène politique pose un certain nombre d'incertitudes concernant l'alliance entre l'Égypte et Israël. Certains observateurs diplomatiques ont exprimé leurs craintes qu'un changement de leadership ne mette en danger le traité et fasse échouer le processus de paix.

En ce qui concerne la paix froide entre l'Égypte et Israël, le Conseil suprême militaire a émis une déclaration formelle le 12 février, dans laquelle il promettait de respecter les traités internationaux existants et signalait que les accords de Camp David resteraient inchangés, tout au moins jusqu'à ce que les militaires transfèrent l'autorité à un gouvernement civil après les élections – prévues au mois de septembre 2011. Bien qu'il soit impossible de prévoir la composition du prochain gouvernement choisi démocratiquement, les nouveaux dirigeants égyptiens – quels

qu'ils soient – seront trop occupés par les problèmes internes du pays pour se risquer à déstabiliser une alliance économiquement bénéfique avec Israël. Lors des précédentes protestations à grande échelle suscitées par différents événements régionaux (l'invasion d'Irak en 2003, la guerre du Liban en 2006 et le siège de Gaza par Israël), les manifestants égyptiens avaient adressé leur indignation contre les USA et Israël. Or, le soulèvement du 25 janvier a été principalement catalysé par des problèmes internes découlant de la privation du droit à la représentation politique et aux inégalités économiques au sein de la société égyptienne. Dans un avenir proche, les dirigeants égyptiens seront occupés par la tâche incommensurable de mettre en œuvre les changements institutionnels et légaux exigés par les manifestants, et il est peu probable qu'ils se risquent à une plus grande instabilité en brisant leurs relations avec un allié de longue date comme Israël.

Certains analystes ont spéculé que les Frères musulmans tenteraient de déroger le traité de paix avec l'Égypte, s'ils obtenaient une importante représentation au sein d'un Parlement démocratiquement constitué. Or, les prédictions alarmantes sur une « conquête islamiste du pouvoir » sont exagérées. Les années de répression de la part du système de sécurité étatique ont affaibli la force des Frères musulmans, et certaines enquêtes récentes indiquent que seulement 15 % des Égyptiens approuvent la plate-forme et les activités du groupe. En l'absence d'un vaste soutien populaire et d'un leadership charismatique, la probabilité que les Frères musulmans dominent un gouvernement post-Moubarak est très faible. Même s'ils en avaient la capacité, les propres dirigeants du mouvement ont déclaré qu'ils n'avaient aucune intention de présenter un candidat présidentiel ni de prendre le contrôle du gouvernement en Égypte. D'autre part, les principaux membres des Frères musulmans, parmi lesquels se trouve l'ancien parlementaire Saad Al Katatni, ont déclaré que les accords de Camp David « doivent être respectés ». Même si le prochain gouvernement d'Égypte inclut des représentants des Frères musulmans, il n'y a aucune raison de penser qu'ils tenteront de déroger le traité entre l'Égypte et Israël.

Indépendamment de la composition du prochain gouvernement, les principaux intérêts économiques de l'Égypte lui imposent la continuité de sa coopération avec Israël. Son économie est énormément dépendante des recettes provenant du trafic par le canal de Suez, la production de pétrole du Sinaï et le secteur du tourisme. Le commerce bilatéral entre l'Égypte et Israël s'est accru à un rythme constant au cours des dernières années, et a atteint un volume net de 502 millions de dollars en 2010. L'Égypte fournit près de 40 % des importations de gaz naturel d'Israël à travers un gazoduc subaquatique, symbole matériel de la dépendance mutuelle des deux pays. Aucun dirigeant égyptien doué de raison ne risquerait de mettre en danger de telles entrées de capitaux en attisant le conflit avec Israël.

Mis à part les bénéfices économiques, la sécurité nationale de l'Égypte se voit améliorée par la coopération

avec Israël. Le gouvernement de Moubarak jouait un rôle important vis-à-vis du groupe palestinien Hamas en restreignant la circulation d'armes de contrebande et de militants vers Gaza, et en soutenant le blocus de la frange par Israël. Hormis leur nature bénéfique pour la sécurité d'Israël, ces politiques réduisaient la vulnérabilité de l'Égypte à des attentats terroristes internes, en empêchant les militaires de franchir le Sinaï. Il est improbable que le prochain gouvernement égyptien renonce à une alliance, ayant protégé avec succès le pays de l'instabilité et de l'extrémisme.

Les affirmations selon lesquelles un changement de leadership en Égypte déstabiliserait le processus de paix sont également infondées. La dernière flamme des négociations entre les Israéliens et les Palestiniens s'est progressivement éteinte ces derniers mois avant la démission de Moubarak, mais les raisons n'ont aucun rapport avec le mécontentement national en Égypte. Bien que d'un point de vue historique, l'Égypte ait joué un rôle constructif dans la médiation entre les deux parties, le gel actuel du processus de paix n'a rien à voir avec les médiateurs étrangers. Depuis septembre 2010, plusieurs facteurs se conjuguent pour faire échouer les négociations. Les divisions catastrophiques entre les dirigeants palestiniens et le refus du gouvernement israélien à arrêter l'expansion des colonies ont empêché les deux parties de s'entendre sur certains points de friction essentiels. La publication des « papiers palestiniens » à la fin janvier 2011 a encore plus miné la crédibilité des négociateurs palestiniens en dévoilant les concessions désespérées qu'ils étaient prêts à faire pour obtenir la catégorie d'État. Quelques semaines plus tard, la démission du chef des négociateurs palestiniens, Saeb Erekat, assena un nouveau coup au processus. Tant que les dirigeants israéliens et palestiniens n'auront pas la volonté politique d'accorder les concessions élémentaires nécessaires, l'instabilité de l'Égypte aura peu d'influence sur le processus de paix.

## Conclusion

Un soulèvement qui démarra sur Facebook et s'acheva sur la démission du président Moubarak a déchaîné une vague de mouvements de réforme dans tout le Moyen-Orient, transformant ainsi de façon irréversible le panorama politique d'une région pendant longtemps considérée comme peu propice à la démocratie. Même si les conséquences à long terme de cette transition transcendante restent aujourd'hui incertaines, il est clair que les événements d'Égypte sont à l'ordre du jour des débats politiques nationaux de ses voisins, et encouragent les activistes dissidents à défier l'insoutenable statu quo et forcer les régimes autoritaires au retrait. Même s'il est probable que les changements politiques en Égypte ne modifient pas ses alliances de longue date avec les USA et Israël, le soulèvement a démantelé un ordre régional auparavant considéré comme inébranlable. ■